

Auvergne-Rhône-Alpes : Face aux actes antisémites, des « boutons d'alerte » dans les écoles juives

EDUCATION Laurent Wauquiez, le président de la région, a indiqué ce jeudi doter la dizaine d'établissements scolaires juifs de boutons d'alerte pour faire face à la recrudescence des actes antisémites



Quelque 355 boutons « connectés » et « non visibles » seront donnés à la dizaine d'établissements juifs de la région. (Illustration) *Mourad Allili*

- Des « boutons d'alertes » vont être mis en place dans la dizaine d'établissements juifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a annoncé ce jeudi le président (LR) du Conseil régional, Laurent Wauquiez.
- Une décision qui intervient dans un contexte de très forte hausse des actes antisémites en France, depuis l'attaque perpétrée en Israël par le Hamas le 7 octobre.
- Ces 355 boutons, « connectés » et « non visibles », fonctionnent sur le même principe que ceux distribués depuis 2021 pour signaler des violences faites aux femmes.

« Des boutons d'alertes très simples » pour alerter en cas d' « une intrusion, une tentative d'agression, un acte [terroriste](#) » vont être mis en place dans la dizaine d'établissements juifs de la région Auvergne-Rhône-Alpes, a déclaré lors d'une conférence de presse ce jeudi le président (LR) du Conseil régional, Laurent Wauquiez.

Évoquant la multiplication des actes antisémites depuis les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre, l'élu a souligné que « derrière, ce sont des enfants qui vont à l'école en ayant peur, ce sont des familles qui renoncent à emmener leurs enfants à l'école. Ce sont des sorties scolaires, des sorties sportives qui sont annulées ». La préfète du Rhône, Fabienne Buccio, a précisé que 46 actes antisémites avaient été recensés dans le département depuis un mois.

355 boutons « connectés » et « non visibles »

Quelque 355 boutons « connectés » et « non visibles », fonctionnant sur le même principe que ceux distribués depuis 2021 pour signaler des violences faites aux femmes, seront donnés aux directeurs et enseignants des établissements en question, reliés à « un service de sécurité de la communauté » qui centralisera avant de transmettre aux forces de l'ordre. Dans un

communiqué, la région a précisé que 900 exemplaires avaient été commandés.

A terme, le dispositif devrait directement être relié « aux commissariats et à la gendarmerie », souhaite Laurent Wauquiez, qui a également annoncé la mise à disposition de minibus pour les sorties scolaires des élèves de ces établissements.

Dotés de différentes fonctionnalités, ces boutons permettent, « selon les besoins, d'envoyer un SMS, la géolocalisation de l'utilisateur, de lancer un appel de secours ou encore de déclencher un enregistrement pour la captation d'éléments matériels » dans une situation de danger. L'application téléphone fournit également une carte qui liste notamment tous les accès au premier secours à proximité (postes de police et gendarmerie, hôpitaux).

Une marche contre l'antisémitisme dimanche

Le 5 novembre, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a affirmé sur France 2 que les actes antisémites avaient « explosé » en France depuis le 7 octobre, avec 1.040 actes recensés. Selon ce dernier, 486 personnes ont été interpellées pour des actes antisémites, dont « 102 étrangers ».

Dimanche qui vient, comme dans d'autres grandes villes, une marche contre l'antisémitisme est organisée à Paris par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, afin de protester contre la multiplication des actes antisémites sur le territoire.